

Cher·es ami·es,

Cher·es camarades,

Il y a de cela quelques mois et toujours aujourd'hui, nous nous battons contre les lois travail, contre la casse du code du travail et des conventions collectives.

Nous dénonçons le projet global de MACRON visant à détruire l'ensemble des institutions conquises par les salarié·es pour défendre leurs droits et s'émanciper d'un capital vorace et parasitaire et nous annonçons l'étape suivante : le contournement du statut de la fonction publique et in fine son démantèlement conformément aux diktats de l'Union Européenne.

Aujourd'hui, nous y sommes et si les cheminot·es sont les premiers attaqués c'est parce qu'ils·elles représentent le syndicalisme de lutte le plus revendicatif, c'est donc un enjeu de classe politiquement décisif pour le gouvernement que de faire céder nos camarades du service public du rail.

SNCF, écoles, universités, hôpitaux, maternités, centres IVG, planning familial, Postes, crèches, électricité, gaz, eau, logement social, bus, tram, services municipaux, départementaux, d'Etat, Sécurité Sociale, EHPAD ... Autant de services publics indispensables à la vie quotidienne de la population.

Autant de services publics qui doivent répondre aux besoins des usager·es avec des moyens humains et matériels en constante réduction.

Face à l'évidence de la dégradation de la qualité d'accueil et de soins des patient·es à l'hôpital public et dans les EHPAD, la réponse de MACRON et de sa ministre consiste à stigmatiser les agent·es, leurs prétendus privilèges et à attribuer au statut de fonctionnaires la responsabilité du délabrement continu de notre système de soins.

En gros, comme dans le privé, si vous n'y arrivez pas c'est parce que vous ne savez pas vous organiser ou que vous ne travaillez pas assez!

La suppression des lits à l'hôpital de BLOIS comme ailleurs est toujours à l'ordre du jour même s'il doit faire face aux luttes des camarades de la santé et de la population mobilisée par la CGT.

Le ministère du travail a subi depuis plus de dix ans une réduction de son effectif global de l'ordre de 20%. Pour l'Unité Départementale de BLOIS, la

perte d'au moins deux postes est d'ores et déjà programmée en 2018 en 2019.

Dans ces conditions comment répondre aux besoins des salarié·es exploités, en danger, menacés et essorés par l'arbitraire patronal ?

Au sein des finances publiques les suppressions de postes s'enchaînent et il manque au plan national au moins 30000 agent·es.

Les fermetures des trésoreries se succèdent notamment à Saint Aignan sur Cher et à Montrichard contribuant ainsi à l'abandon des populations en milieu rural.

Avec le programme CAP 2022, le gouvernement prévoit la suppression de 120 000 emplois dont 50 000 dans la Fonction Publique d'État, 4 milliards d'euros d'économies et des privatisations de pans entiers de missions, le recours accru aux non-titulaires, le renforcement de la rémunération au mérite, la diminution du nombre d'instances de représentation du personnel et ... un plan de départs volontaires, pour achever le travail de sape !

Réformes fiscales au bénéfice des plus riches, baisse des salaires directs et socialisés, assèchement du financement des collectivités locales et des associations, introduction de la sélection au sein des universités, démantèlement de la SNCF, une liste exhaustive serait trop longue à détailler !

Le choix de CLASSE de MACRON est évident, parce que le capitalisme se développe là où il peut faire toujours plus de profits en exploitant les travailleur·ses.

Parce que le capitalisme n'a pas de morale : MACRON NON PLUS!

Moins de soignant·es pour les malades, les personnes âgées et l'ensemble de la population,

moins d'enseignant·es et plus de sélection par l'inégalité sociale pour nos enfants,

moins de fonctionnaires et de lieux d'accueil du public pour répondre aux besoins sociaux dans les quartiers comme dans le monde rural,

moins d'inspecteur·trices du travail au service des salarié·es,

moins d'agent·es sur les routes pour entretenir les réseaux routiers,

moins d'éducateur·trices spécialisés pour répondre aux besoins des enfants et des adultes handicapés,

moins de travailleur·ses sociaux,

moins de droits pour résister aux attaques d'un gouvernement au service d'une oligarchie patronale revancharde,

moins de personnel pour orienter, renseigner et soutenir les assuré·es sociaux au sein de la sécurité sociale...

Par conséquent tout ce qui résiste au capital est dans la ligne de mire du président des riches : le code du travail, les services publics non marchands et les fonctionnaires, voilà l'ennemi.

Portons haut et fort nos revendications :

→ l'arrêt des suppressions d'emplois, des créations de postes statutaires et non un plan destiné à accompagner de nouvelles et massives suppressions ;

→ une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes subies ;

→ un nouveau plan de titularisation des contractuel·les, de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension, comme le préconise le gouvernement ;

→ des dispositions contraignantes pour faire respecter l'égalité professionnelle ;

→ l'abrogation du jour de carence ;

→ la défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers.

Les moyens financiers existent pour satisfaire ces revendications d'intérêt général:

- 94 milliards d'euros de profits en 2017 pour les entreprises du CAC 40 ;
- les dividendes versés aux actionnaires qui continuent d'augmenter, la France étant en tête du palmarès européen des dividendes versés ;
- les milliards d'euros de crédits publics déversés en « aides » au patronat et qui, s'ils sont en croissance vertigineuse depuis 20 ans, n'ont eu aucun résultat sur le front du chômage.

Nous sommes toutes et tous concernés par cette attaque d'ampleur inégalée contre les services publics, la fonction publique, les droits fondamentaux qu'ils devraient rendre accessibles à toutes et tous et l'égalité dont ils sont les vecteurs notamment l'égalité femmes-hommes.

Il suffit de mettre en évidence le lien entre le salaire et le financement de la sécu pour mesurer la réalité de la convergence d'intérêts public/privé :

- moins de salaires et moins de cotisations sociales c'est moins de financement de la sécurité sociale et plus de profits pour le patronat ;
- comme une partie des exonérations est compensée par l'Etat, ce sont les agent-es de la sécurité sociale qui supportent la baisse des moyens par la suppression de plusieurs milliers d'emplois et les agent-es de la fonction publique qui épongent les cadeaux au patronat par la suppression des missions et des postes et la dégradation de leurs conditions de travail ;
- au final, c'est l'usager-e qui trinque face à des services publics exsangues, lui qui finira par payer les impôts que ne paient plus les entreprises pour entretenir les routes et les infrastructures privatisées, par devoir recourir aux assurances privées pour compléter sa protection sociale.

Au-delà de ces constats et de nos revendications, les fonctionnaires et les agent-es de services publics ont aujourd'hui une responsabilité décisive dans le rapport de forces entre le capital, qui décide de nos vies, et le travail qui produit les richesses dont il ne maîtrise rien, ni leur intérêt ou leur dangerosité pour les consommateur-trices ni leurs conditions de production.

En effet, les services publics et le statut de la fonction publique c'est une autre façon de produire, une part importante du PIB est produite par des gens qui n'ont pas d'employeur-e, qui sont fonctionnaires, qui ne relèvent pas du marché du travail, qui ont un salaire à vie

Un-e fonctionnaire ce n'est pas quelqu'un qui a un emploi à vie, les fonctionnaires sont aujourd'hui les plus mobiles des salarié-es, c'est une personne qui a un salaire à vie parce qu'il-elle reçoit un salaire lié à son grade, à sa qualification.

Le salaire à vie c'est ne pas dépendre d'un propriétaire de l'outil de travail ou de son-sa représentant-e qui embauche et licencie à sa guise.

Notre responsabilité c'est de généraliser à toute la production ce qui est déjà produit sans employeur-e et sans actionnaire pour maîtriser ce que nous produisons et maîtriser comment nous le produisons (pour quel salaire, dans quelles conditions et avec quels moyens) et pour répondre en somme à l'intérêt général.

Face aux attaques qui se multiplient, de nombreux secteurs connaissent de forts mouvements. Il est temps aujourd'hui de nous battre pour notre intérêt commun, notre intérêt de classe, que la lutte soit celle des

fonctionnaires des services fiscaux, de l'inspection du travail, du planning familial, de DELPHI, de CDM, de l'hôpital public, de BOSH, de la sécurité sociale, de CARRIER, du conseil départemental, des services et directions de la Préfecture, de FAURECIA, de la Poste, de JTECK, d'Orange, de l'Adapéi ou de l'éducation nationale.

Cependant, seule la construction de luttes revendicatives dans les services, la mobilisation massive des personnels par la grève et leur convergence au niveau interprofessionnel permettront :

- de faire reculer MACRON, GATTAZ et les autres,
- de faire aboutir nos revendications pour des services publics pour tou-tes et partout afin de répondre aux besoins de l'ensemble de la population ;
- de transformer la société en s'appuyant sur le statut de la fonction publique et la qualification personnelle pour en finir avec le chantage à l'emploi et le marché du travail.

Par conséquent, nous appelons les salarié-e s à poursuivre la construction des luttes et des mobilisations au sein des entreprises et des services pour élever partout le rapport de forces jusqu'à la grève et nous vous donnons rendez-vous dès samedi 26 mai pour une nouvelle étape dans la construction d'une vague populaire pour gagner toute et tous ensemble.